

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET
DU DEVELOPPEMENT DURABLE
N°IC 2004/8840
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 1988, modifié le 1^{er} juin 2001, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « S.C.E.A. RUELLAND », l'autorisant à exploiter un élevage porcin de 1076 pl. d'animaux équivalents, réparti en LOUDEAC au lieu-dit « La Ville Hervé » » (*soit 60 pl. maternité, 234 pl. gestantes-verraterie, 18 pl. quarantaine-infirmerie*) et en SAINT CONNEC au lieu-dit « Le Grand Boter » (*soit 880 pl. post-sevrage, sur paille*) ;
- VU la décision préfectorale du 22 juin 1988 et l'arrêté préfectoral du 11 février 2002, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « COLLET Stéphane » (reprise par « **S.C.E.A PORMIZIAN (FAUVEL)** »), l'autorisant à exploiter en HEMONSTOIR au lieu-dit « Coetmizian » un élevage porcin de 568 pl. d'animaux équivalents (*soit 36 pl. maternité, 120 pl. gestantes-verraterie, 440 pl. post-sevrage, 12 pl. quarantaine-infirmerie*) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1979, modifié le 2 mai 1994 et le 12 février 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. AVICOLE DE TREVIEL », l'autorisant à exploiter en SAINT CARADEC au lieu-dit « Tréviel » un élevage avicole de 32252 animaux équivalents (*poulets de chair*) ;

VU la demande présentée le 31 mai 2007, modifiée, par l'installation classée « **S.C.E.A PORMIZIAN (FAUVEL)** », sise « Coetmizian » en HEMONSTOIR, en vue de la restructuration, après reprise et transfert d'une partie de l'élevage porcin autorisé (*site de « La Ville Hervé » en LOUDEAC*) au nom de la « S.C.E.A. RUELLAND » et de l'élevage avicole autorisé (*avec conversion en azote porcin*) au nom de « E.A.R.L. AVICOLE TREVIEL » en SAINT CARADEC, en extension de l'élevage porcin autorisé en HEMONSTOIR (Section ZK N° 85-86) au lieu-dit « Coetmizian » (*soit 156 pl. maternité, 820 pl. gestantes-verraterie, 430 pl. post-sevrage, 85 pl. quarantaine-infirmerie*) pour un total de 3099 pl. animaux-équivalents, avec la mise à jour du plan d'épandage de cet élevage ;

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de HEMONSTOIR (10 novembre 2007) - SAINT CARADEC (3 décembre 2007) - KERGRIST (56) (12 novembre 2007) - SAINT GONNERY (56) (26 octobre 2007) - CROIXANVEC (56) (13 novembre 2007) - SAINT GERAND (56) (26 octobre 2007) - LOUDEAC (25 octobre 2007) ;

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 25 juin 2008 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 11 juillet 2008 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'OUST (*La restructuration se fait à partir des bassins de L'OUST et du BLAVET vers le bassin de L'OUST*) - La quantité d'azote épandue sur le BV de L'OUST diminue sensiblement entre la situation avant projet et la situation après projet (*de 7971 UN à 7898 UN*) - Les 3833 UN restantes seront épandues sur des terres situées sur le B.V. du BLAVET ;

CONSIDERANT que le projet consiste en une reprise d'un élevage porcin exploité jusqu'alors par Mr Stéphane COLLET (*accord CDOA en date du 11 janvier 2007*), avec transfert et intégration de 2 élevages (*ces animaux devraient être transférés et la restructuration prévue permettra d'obtenir un site naissage collectif de 809 reproducteurs*) : un élevage avicole de 1500 m² de volaille de chair (6450 UN) appartenant à « E.A.R.L. Avicole de TREVIEL » sur le site de « Tréviel » en SAINT CARADEC (*Hors BV contentieux*) et un élevage porcin de 300 reproducteurs précédemment exploité par la « S.C.E.A. RUELLAND » sur le site « La Ville Hervé » en LOUDEAC (*BV de l'OUST*) - (*La « S.C.E.A. RUELLAND » conserve 880 places PS sur son site de SAINT CONNEC, qui devrait être repris ultérieurement par « E.A.R.L. DU GRAND BOTER »*) ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LOUDEAC, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 11731 UN et 8090 UP205, mises à la disposition de 6 prêteurs - Les charges en azote sur les terres mises à disposition seront toutes inférieures à 140 UN/ha [*« E.A.R.L. LE GRAND BOTER » (SAINT CONNEC) – « LE BELGUET » (CROIXANVEC - 56) - « LE FLOHIC » (HEMONSTOIR) – « LE MAITRE » (HEMONSTOIR) – « G.A.E.C. VILMORVAN » (LOUDEAC) – « COLLET » (HEMONSTOIR)*], soit une charge azotée moyenne de 130,3 UN/ha ;

CONSIDERANT que les charges en phosphore organique seront, respectivement de 94,2 UP205/ha, 63,3 UP205/ha, 94,9 UP205/ha, 75,5 UP205/ha, 94,7 UP205/ha et 83,8 UP205/ha (prêteurs) ;

CONSIDERANT que l'exploitation regroupée avant prélèvement, se situe entre une et deux fois le seuil EDEI : le prélèvement sera de 10 %, soit 1170 UN qui seront versées dans la réserve intercantonale ; 384 UN ne seront pas rapatriées et iront alimenter la réserve intercantonale à hauteur de 50 % et la résorption à hauteur de 50 % ;

CONSIDERANT que les associés de la « S.C.E.A. DE PORMIZIAN » exploitent les élevages suivants :

- a) « E.A.R.L. de LA RANCE » (*arrêté du 15 octobre 2001 – élevage porcin de 750 pl. animaux-équivalents, au lieu-dit « La Ruais » en SAINT JACUT DU MENE - demande en cours d'instruction*) ;
- b) « GAEC de MADO » (*arrêté du 10 juillet 1979, modifié le 12 décembre 2001 – élevage porcin de 993 pl. animaux-équivalents, au lieu-dit « Mado » en PLOEUC SUR LIE*) ;
- c) « E.A.R.L. de LA VILLE HERVE » (*arrêté du 21 mars 2005 – élevage porcin de 1059 pl. animaux-équivalents, au lieu-dit « La Ville Hervé » en TREFUMEL – demande en cours d'instruction*) ;
- d) « G.A.E.C. VILMORVAN » (*arrêté du 12 octobre 1999 – élevage porcin de 448 porcs de plus de 30 kg avec 180 pl. post-sevrage au lieu-dit « La Ville Morvan » en LOUDEAC*) ;
- e) « S.C.E.A. RUELLAND » (*arrêté du 1^{er} février 1990, modifié le 1^{er} juin 2001 – élevage porcin de 1283 pl. animaux-équivalents au lieu-dit « La Ville Hervé » en LOUDEAC, ainsi qu'au lieu-dit « Le Grand Poter » en SAINT CONNEC – le reliquat de ce cheptel devra faire ultérieurement l'objet d'une régularisation, soit après reprise éventuelle, soit cessation*).

CONSIDERANT que les différents membres de la « S.C.E.A. PORMIZIAN » se sont, respectivement, engagés par courriers du 6 juin 2007, à procéder à la restructuration interne de leurs élevages respectifs en abandonnant leurs effectifs reproducteurs pour ne plus faire que du post-sevrage et de l'engraissement de porcs charcutiers - *Les porcelets laitons (8 à 10 kg) seront dirigés, au moment du sevrage, vers les ateliers des 4 membres de la S.C.E.A. ;*

CONSIDERANT que les élevages destinataires devront être autorisés sur la base d'une restructuration interne de leurs effectifs en corrélation avec la présente autorisation : les courriers du 6 juin 2007 précisent que les demandes seront présentées dans un délai de 6 mois à compter du présent arrêté ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « S.C.E.A PORMIZIAN (FAUVEL) » sise en HEMONSTOIR au lieu-dit « Coetmizian », à installer et exploiter à la même adresse (section ZK N° 85-86) en HEMONSTOIR, à moins de 100 mètres du tiers le plus proche (*pour la partie existante déjà autorisée et sans augmentation de cheptel*), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin d'une capacité maximale de 3099 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
156 pl. maternité	soit 468 PAE
820 pl. gestantes-verraterie	soit 2460 PAE
430 pl. post-sevrage	soit 86 PAE
0 pl. engraissement	Soit 0 PAE
85 pl. quarantaine infirmerie	soit 85 PAE
Total : 1491 animaux	Total : 3099 pl. animaux-équivalents

(*) 430 pl. post-sevrage : pour des porcelets de 7 à 10 kg avant leur départ dans les élevages post-sevrageurs/engraisseurs.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

2.1 : EFFECTIFS

2.1.1 - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 904 reproducteurs (*truies, verrats, cochettes*), et 430 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 809 reproducteurs (*truies, vertrat, cochettes*) ; Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique...*)

2.1.3 - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : dates de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*).

La destination des porcelets produits sur le site sera conforme au dossier présenté . A ce titre, les élevages destinataires devront avoir été autorisés sur la base d'une restructuration interne de leurs effectifs en corrélation avec la présente autorisation.

2.2. - ALIMENTATION BIPHASE ET UTILISATION DE PHYTASES :

2.2.1. - L'alimentation biphase ajoutée de phytases sera mise en place dès la restructuration et dès la mise en service des constructions neuves.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures,*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, utilisation de phytases , quantités consommées par catégorie d'animaux*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.3 - PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.4. - AUTRES :

2.4.1. - Les fosses en projet de 4162 m3 seront construites simultanément aux constructions neuves .

2.4.2. - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 - « RESORPTION :

- Alimentation biphase : 2427 UN
- Prélèvement restructuration : 1170 UN
- Unités d'azote non utilisées : 348 UN.

ARTICLE 4 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de HEMONSTOIR pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de HEMONSTOIR pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées du 22 juin 1988 et du 11 février 2002 (au nom de « COLLET Stéphane »), ainsi que celle du 12 février 2004 (au titre de « E.A.R.L. AVICOLE DE TREVIEL »).

L'arrêté préfectoral du 1^{er} février 1988, modifié le 1^{er} juin 2001, au titre de « S.C.E.A. RUELLAND », fera ultérieurement l'objet d'une actualisation (site « Le Grand Boter » en SAINT CONNEC).

ARTICLE 8 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de HEMONSTOIR, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de SAINT CARADEC - KERGRIST (56) - SAINT GONNERY (56) - CROIXANVEC (56) - SAINT GERAND (56) - LOUDEAC - SAINT CONNEC - SAINT JACUT DU MENE - PLOEUC SUR LIE - TREFUMEL.

30 OCT. 2008

SAINT-BRIEUC, le

LE PREFET

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Jacques MICHELOT